

## Spéculation sur les matières premières : l'Europe doit aller de l'avant

lundi, 28 février 2011 / **Pascal Canfin** /



Député européen Europe Ecologie, siège au sein de la commission des Affaires économiques et monétaires. Ancien journaliste à « Alternatives économiques »

Face à la flambée des cours qui fait craindre une grave crise alimentaire, l'Union européenne a le pouvoir et le devoir d'agir.

Le prix du blé a retrouvé ces plus hauts niveaux atteints en juillet 2008 en s'affichant à plus de 7 dollars le boisseau à Chicago. Une flambée qui fait peser une lourde menace sur l'alimentation de centaines de millions d'habitants des pays en développement. Au même moment, le G20 finances à Paris échouait à adopter une position ambitieuse contre la spéculation sur les matières premières. Les grands pays exportateurs, Brésil en tête, voient en effet d'un mauvais œil toutes mesures qui auraient pour effet d'encadrer la variation des prix. Faute de consensus mondial, serions-nous contraints de laisser les marchés décider de l'accès à l'alimentation d'une partie de la planète ? Non, car l'impasse au G20 n'empêche pas l'Europe d'avancer, notamment en partenariat avec les principaux pays importateurs dont les populations, en cas de crise, sont les premières victimes de l'envolée des prix.

**La volatilité et les pénuries ne sont pas une fatalité.** A long terme, l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire sont la base de la sécurité alimentaire. A court terme, encadrer la spéculation et augmenter la transparence et la disponibilité des stocks pourraient largement atténuer la flambée des prix. Deux domaines dans lesquels l'Union européenne a le pouvoir et la responsabilité d'agir. Encadrer la spéculation implique un contrôle nettement plus strict des marchés dérivés de matières premières. Il est aberrant aujourd'hui que pour une tonne de blé consommée, vingt tonnes de blé soient échangées sur les marchés dérivés. Il serait souhaitable d'interdire sur ces marchés toute transaction n'impliquant que des opérateurs financiers. Une telle mesure permettrait de juguler l'afflux actuel de capitaux vers les marchés de matières premières qui participe à déséquilibrer davantage le rapport entre l'offre et la demande : en effet les acheteurs de produits alimentaires de l'économie réelle entrent en concurrence avec les banques et les fonds spéculatifs qui n'achètent ces produits que pour les revendre plus cher un peu plus tard... à ceux qui en ont vraiment besoin. La Commission européenne doit faire cette année une proposition pour encadrer les positions spéculatives sur les matières premières. Mais pour l'instant l'Europe s'affiche avant tout par ses discours que par ses actes. Ce sont les Etats-Unis et non l'Union Européenne qui ont introduit dans leur nouvelle régulation financière américaine, le Dodd-Frank Act, un encadrement des positions des acteurs financiers sur les marchés dérivés de produits agricoles. L'Europe, et ses Etats membres, ne peut se permettre de rester plus longtemps à la traîne au risque de perdre toute crédibilité sur ce sujet.

**Deuxième axe sur lequel l'Europe peut agir : la transparence des marchés et des stocks.** L'opacité de ces marchés et des stocks physiques permet aujourd'hui à la spéculation de prospérer. Or, la gestion des stocks est clé pour lisser les variations de la production qui dépendent des aléas climatiques par nature difficilement prévisibles et contrôlables. Laisser la seule gestion de ces stocks à des acteurs privés comme Cargill, ADM, Bunge, Glencore OU Dreyfus est tout simplement irresponsable quand l'alimentation de populations est en jeu. L'Europe doit exiger de ses partenaires du G20 une fiabilisation des données concernant les stocks de matières agricoles. Ainsi, de simples rumeurs ne feront plus s'envoler les cours. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pourrait être chargée de la collecte et de la diffusion de ces informations. En second lieu, l'Europe doit aider les pays importateurs à organiser et financer des stocks physiques de matières agricoles dans les régions les plus sensibles. Les pays importateurs pourraient puiser dans ces stocks à prix garanti en cas d'envolée temporaire des prix agricoles pour garantir l'alimentation de leurs populations.

La flambée des prix des produits agricoles n'est pas seulement liée aux pratiques spéculatives des

marchés. Mais celles-ci sont aujourd'hui un problème supplémentaire et non une solution. Il est donc urgent d'y mettre fin, tout en menant par ailleurs les réformes structurelles pour nourrir le monde dans le respect des grands équilibres écologiques comme le préconisait déjà en 2009 un rapport de la FAO, l'organe des Nations-Unies en charge de l'alimentation et l'agriculture.

---